

BARK TAEHO

Professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Il est important de souligner qu'Hilary Clinton qui, comme nous venons de l'entendre renforce sa position de candidate, a de grandes chances de devenir le prochain président des Etats-Unis, est opposée au TPP. Cela pourrait être un thème de campagne, mais je pense que c'est important et qu'il y a une dynamique sous-jacente. Permettez-moi de dire quelques mots, je demanderai ensuite au professeur Taeho de réagir.

Par exemple, vous avez évoqué la convergence réglementaire et bien sûr, dans un certain sens, je suis entièrement d'accord. Si vous voulez investir, il est impensable que le pays dans lequel vous investissez décide de changer complètement son cadre réglementaire deux ans après. Cela pèserait sur les investissements internationaux et nous avons besoin de ces investissements pour doper la croissance. Lors de la réunion en Australie, le G20 a conclu que les mesures en faveur de l'investissement sont très importantes pour la croissance. Concernant les investissements dans les infrastructures, où les besoins sont énormes, là encore, le cadre réglementaire sera extrêmement important. Pourtant, Joe Stiglitz, par exemple, s'est focalisé sur la question du tabac. Si un pays, dans le souci d'améliorer la santé publique, décide de prendre des mesures plus fermes contre le tabagisme et essaie de changer le cadre réglementaire, sera-t-il empêché d'agir si les cigarettiers américains prétendent que cette décision viole la cohérence réglementaire et la prévisibilité réglementaire ? Qu'en pensez-vous ? Je crois pour ma part que le TPP s'est en fait orienté dans cette direction et a laissé de côté certains points contestables qui semblaient en discussion, même s'il est difficile de savoir ce qu'il en est exactement car les discussions ne sont pas publiques.

Je tiens à souligner un autre point, qui s'inscrit tout à fait dans l'esprit de cette conférence. Thierry de Montbrial a toujours insisté sur la nécessité de parvenir d'une façon ou d'une autre à une gouvernance mondiale, mais le commerce constitue généralement le seul outil disponible pour exercer une certaine influence sur un pays s'apprêtant à envahir un autre pays. Il y a un accord commercial et l'OMC, à travers ses mécanismes décisionnel et juridique, s'est avérée à certains égards l'organisation internationale la plus efficace, et ce parce que l'OMC est étroitement imbriquée dans le droit international. Le FMI en est d'ailleurs convaincu. Par ailleurs, qui profitera du TTIP ? Nous pensons, en tant qu'économistes, qu'un marché plus grand crée plus de concurrence. Cela paraît sensé, mais la mondialisation et la technologie semblent en fait créer des géants. Si je ne me trompe pas, la dernière fusion entre les deux plus grands brasseurs signifie que 60 % ou 65 % de la bière vendue dans le monde sera vendue par une seule multinationale. Je dirais que la bière est un produit relativement inoffensif, ce qui n'est pas le cas des produits pharmaceutiques. Or, si je me souviens bien de mes cours de microéconomie, ce genre de monopole n'est pas très bon pour la concurrence. Peut-on donc réellement défendre les accords commerciaux prônant un commerce plus libre et une harmonisation de la réglementation afin d'avancer sur la voie de la gouvernance mondiale, ou doit-on s'inquiéter du poids des intérêts des entreprises et des lobbyistes qui tirent les ficelles dans les négociations ? Qui protège les consommateurs, les citoyens et chacun de nous contre un cadre susceptible finalement de favoriser l'investissement et peut-être la croissance, mais en sachant que les fruits de cette croissance iraient aux plus puissants et aux plus riches ?

BARK Taeho, professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

Il n'est pas nécessaire d'aller jusque-là.

Je voudrais dire quelques mots sur les avantages de la mondialisation des échanges. La Corée a de très nombreux ALE, notamment l'ALE avec les Etats-Unis et celui avec l'UE, tous deux très importants, mais nos consommateurs se plaignent car nous n'en tirons pas beaucoup d'avantages. Cela s'explique par le fait que notre secteur de la distribution n'est pas très compétitif. Il comporte plusieurs couches et chaque couche prend sa part du gâteau, de sorte que les



consommateurs n'obtiennent aucun avantage. Voilà le genre de système qu'on a. C'est pourquoi nous voulons mettre l'accent sur la politique de la concurrence. Cependant, les discussions sur une politique de la concurrence favorable aux consommateurs ne progressent guère, elles portent uniquement sur les intérêts des producteurs. Par ailleurs, nous n'avons aucune politique mondiale de la concurrence régissant ce type de fusion ou toute autre initiative du même genre. Les Etats-Unis veulent peut-être appliquer leur loi anti-monopole intérieure à d'autres cas. En outre, la convergence réglementaire sera affreusement difficile à mettre en œuvre. Prenons par exemple les normes réglementaires relatives à la sécurité des pièces automobiles. La Corée a des traités basés sur les normes européennes et américaines, ce qui explique pourquoi les entreprises coréennes ont du mal à fabriquer ces pièces en conformité avec ces différentes normes. Mais si l'on veut fusionner ces normes, laquelle l'emportera ? C'est une tâche titanesque. C'est pourquoi l'ambassadeur Fried a souligné que les questions d'harmonisation réglementaire et de convergence réglementaire sont d'une extrême importance ; quant à savoir comment y parvenir, c'est une autre affaire. Ce sera peut-être encore plus difficile que de conclure des accords commerciaux. Je pense avoir répondu à votre question.

Kemal DERSIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Et qu'en est-il de la position de la candidate Clinton ?

BARK Taeho, professeur à l'Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce, République de Corée

Eh bien, je pense qu'elle applique une stratégie politique très simple. Elle n'est pas obligée d'applaudir des deux mains ce TPP dans un premier temps. En disant que le TPP pose certains problèmes, elle pourra rallier plus de soutiens pour sa campagne. Le président Obama, durant sa campagne en 2008/2009, avait déclaré que l'ALE Corée-USA présentait de gros défauts, et il a pu ainsi obtenir toutes les voix de Détroit. Pour l'instant, Mme Clinton dit qu'il y a quelques problèmes. Sur le plan politique, c'est beaucoup mieux que de soutenir le TPP à ce stade. C'est ainsi que je vois les choses.